



Mardi 17 juin 2014

## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

## Transport routier : l'exaspération des chefs d'entreprises

Les pouvoirs publics vont arrêter un certain nombre de décisions sur :

- le sort de l'écotaxe
- le compte pénibilité
- la réforme de l'inspection du travail
- le travail à temps partiel

Toutes ces mesures sont des mesures anti-économiques.

Elles affecteront et pénaliseront fortement et durablement les entreprises de transport routier confrontées à une crise sans précédent. Elles généreront un climat d'insécurité économique et juridique.

Elles sont purement et simplement contraires à l'esprit du pacte de responsabilité proposé par le Président de la République.

Aussi FNTR et UNOSTRA entendent-elles alerter solennellement les pouvoirs publics sur les conséquences dramatiques des mesures envisagées sur l'économie des entreprises et sur leurs emplois.

Les deux organisations rappellent leur opposition à toute aggravation de la fiscalité des entreprises. Elles réaffirment leur opposition au compte pénibilité, usine à gaz qui augmentera le coût du travail. Elles dénoncent vigoureusement les conséquences négatives de la réforme du travail à temps partiel sur l'embauche. Elles s'alarment tout particulièrement des risques d'arbitraire liés à la refonte de l'inspection du travail.

FNTR et UNOSTRA appellent les organisations interprofessionnelles à ne pas céder un pouce de terrain sur ces dossiers particulièrement impactants pour les entreprises.

L'exaspération des chefs d'entreprise de transport routier est à son comble. L'avalanche de contraintes fiscales et règlementaires franco-françaises : ça suffit !

La priorité aujourd'hui, c'est la compétitivité des entreprises et donc l'emploi. Le redressement du pays passe d'abord par les entreprises et leurs salariés.